

La sociologie politique

par

RUY MAURO MARINI

La détermination des tendances principales de la sociologie politique pose des difficultés considérables. Prendre position dans la controverse au sujet des limites respectives de la sociologie et de la science politique proprement dite n'est pas, sans aucune doute, la difficulté la moindre. Difficulté qui s'accroît encore plus si l'on prétend délimiter avec précision le champ propre des études relatives à la politique, en mettant à part tout ce qui se rapporte à la philosophie et à la théorie politique dans leur acception la plus haute.

Transposé dans le cadre particulier des études latino-américaines, le problème devient si complexe qu'il finit par imposer sa propre solution. Nous nous trouvons, en effet, confrontés à une question: la sociologie politique latino-américaine se trouve-t-elle suffisamment mûre et cristallisée pour être définie au moyen de critères rigoureux ou, au contraire, l'application de ces critères ne représenterait-elle pas seulement une prise de position de l'observateur, dont les motivations reposeraient sur ses idiosyncrasies personnelles?

Bien entendu, le fait que ce doute puisse apparaître avec légitimité nous conduit à faire preuve d'une grande prudence, surtout pour ce qui se réfère à notre cas. S'il ne s'agit pas d'imposer un point de vue a priori sur ce qu'est ou doit être la sociologie politique, mais s'il s'agit plutôt de procurer un guide de lecture à ceux qui s'intéressent à ce domaine, il vaut mieux abandonner certains préjugés d'ordre académique, ne pas s'arrêter à certains scrupules personnels, chaque fois que cela augmente la possibilité d'offrir des indications réellement utiles sur le matériel existant. Là, comme en d'autres circonstances, il vaut mieux se tromper par audace que par peur.

Néanmoins ce qui nous fait pencher dans ce sens, c'est une raison plus

forte: c'est ici qu'intervient vraiment une certaine conception personnelle de la nature de la réflexion scientifique appliquée à la vie sociale. Si nous admettons qu'une telle réflexion correspond au degré le plus élevé de la conscience de soi que peut avoir une société, il faut que cette société remplisse deux conditions: a) elle doit réunir les conditions nécessaires à la constitution d'une réelle autonomie historique; b) les forces qui participent à son développement doivent manifester un consensus minimum pour ce qui est de l'ordre social et des moyens d'atteindre les principaux objectifs sociaux.

Quiconque possède une connaissance, si petite soit-elle, de l'Amérique Latine, sait que la première condition n'est pas réalisée dans les pays qui la composent. Nous ne voulons pas bien sûr faire allusion à la période coloniale, à laquelle cette affirmation s'applique avec une telle évidence. Nous pensons surtout à la période de l'indépendance et particulièrement à l'époque actuelle.

Les raisons objectives qui empêchèrent le surgissement d'une dynamique historique propre aux pays latino-américains sont, avant tout, liées au fait que ceux-ci se modelèrent et se développèrent dans le contexte du processus de formation de l'économie capitaliste mondiale. Il en résulta naturellement que la première tâche entreprise par les colonisateurs fut de détruire tout ce qui pouvait s'opposer à l'implantation des ressorts nécessaires au fonctionnement d'une société dirigée par le vieux monde. Pour cela, ils liquidèrent des cultures, rasèrent des villes, éliminèrent des populations entières, faisant en sorte que toute forme de manifestation de la conscience sociale – il est impossible de parler ici de réflexion scientifique – se définisse en accord avec les modèles imposés depuis les métropoles.

L'indépendance politique apporta peu de changement à cette situation. Les caractéristiques mêmes du développement économique européen au 19^{ème} siècle conduisirent l'Amérique Latine à un comportement qui consolida et rendit plus étroits ses liens de dépendance avec l'Europe, plus particulièrement avec l'Angleterre. L'économie qui se constitua alors dans la région, connue sous le nom d'économie d'exportation de matières premières, présente ce trait caractéristique de ne pas avoir son centre de gravité à l'intérieur, mais plutôt à l'extérieur d'elle-même, c'est à dire dans la sphère du commerce mondial.

En effet, à la différence de ce qui se passe dans les principaux pays capitalistes, où l'activité dépend de la relation existant entre les taux internes de plus-value et d'investissement, le mécanisme économique de base dans les pays dépendants dérive de la relation exportation-importation: bien qu'elle soit produite à l'intérieur de l'économie latino-américaine, la plus-value se réalise dans la sphère du marché externe au moyen de l'activité d'exportation,

et se traduit en revenus utilisés en grande partie dans les importations. La différence entre la valeur de l'exportation et celle des importations, c'est-à-dire l'excédent que l'on peut investir et qui commande le processus de développement, subit alors le contre-coup de facteurs extérieurs à l'économie nationale. Démunie ainsi de ce qui est fondamental à la constitution d'une société nationale – le marché interne –, l'Amérique Latine ne peut développer une pensée réflexive, critique sur elle-même. De la même manière qu'ils consomment les produits élaborés par les industries européennes, les Latino-américains vont consommer aussi les idées conçues de l'autre côté de l'Atlantique. Ces idées seront considérées dans une large mesure de la même manière que l'on considère les produits manufacturés, c'est-à-dire comme des biens achevés dont on ignore le procédé d'élaboration – ce qui ne laisse pas d'autre alternative à la vie intellectuelle que l'exégèse et l'apologie. La pensée politique latino-américaine ne dépassera pas les limites de la pensée juridique et de «l'aspiration à la civilisation», telle qu'elle est décrite, par exemple, dans l'œuvre du spenglérien Norberto Piñero.

A partir de la première guerre mondiale, l'économie latino-américaine a subi des transformations. Le processus d'industrialisation, qui s'est accéléré dans divers pays de la région pendant les années vingt et qui s'affirma d'une manière irréversible après 1929 a été complété par un désengagement relatif de ces pays par rapport aux centres capitalistes: ce fut là l'effet des guerres, ou de la désorganisation temporaire qui affecta le marché mondial. C'est alors que la formation de marchés internes nationaux subit une impulsion et que grâce à des réformes institutionnelles se renforça le pouvoir central.

A cette époque, l'Amérique Latine, reproduisant une situation pirandélienne, constitue un ensemble de pays à la recherche de leur nation. La pensée politique prouve une fois de plus sa sensibilité, et les ouvrages sur le «fait national» abondent, ce qui d'ailleurs n'était pas éloigné, même dans la terminologie adoptée, des manières de poser les problèmes que la sociologie positiviste européenne mit à la mode. Oliveira Viana, Alberto Torres, Lucas Ayarragaray, Zorraquin Becú, entre autres, illustrent cette tendance à partir de 1930.

Quoiqu'il en soit, on peut considérer que c'est alors que la sociologie politique latino-américaine, au sens moderne de l'expression, prit forme, travaillant à des études qui s'efforçaient d'appliquer une méthode d'analyse systématique et rigoureuse. Néanmoins, on était encore loin de rapprocher cette sociologie du problème du développement économique et social. Cela ne se produira que d'une part lorsque la constitution du marché interne ou de l'industrialisation – qui sont les deux faces du même processus – aura suffisamment progressé pour qu'il y ait un choc entre les nouveaux groupes

sociaux et les anciennes classes dominantes; d'autre part, lorsque la conscience des inégalités économiques et sociales, qui permirent à l'échelle mondiale, l'expansion capitaliste, se cristallisera, cristallisation qui s'exprime dans la notion même de «sous-développement» et s'allie au processus de décolonisation qui se propage après la guerre.

La sociologie politique du développement s'identifie donc en Amérique Latine avec l'idéologie nationaliste et un certain genre d'industrialisme que l'on a l'habitude d'appeler «desarrollismo». De plus elle coïncide historiquement avec deux tendances. La première consiste en la substitution de l'influence économique extérieure dominante ou plutôt dans le remplacement définitif de la domination britannique par celle des Etats-Unis; la deuxième, en l'incorporation à la vie politique de masses croissantes, en vertu du phénomène de la croissance des classes moyenne et ouvrière des villes, provoqué par l'industrialisation.

Cette conjoncture a des répercussions importantes sur la pensée scientifique latino-américaine. Cette pensée exprime notamment les contradictions qui ont surgi entre les forces prêtes à transformer l'ancienne économie d'exportation et les groupes qui désirent la conserver, elle s'inscrit par ailleurs dans un processus qui tend à intégrer totalement les économies qui sont à la périphérie de l'économie dominante nord-américaine, plutôt qu'à un changement de dépendance par rapport à une puissance centrale. Par conséquent, le couple nationalisme – «desarrollismo» ne va pas tarder à se rompre et les principes, les procédés, le langage ainsi que les thèmes de la sociologie politique latino-américaine seront imposés, chaque fois un peu plus, par la science sociale nord-américaine.

Une autre répercussion importante consiste en ce que l'incorporation des masses urbaines à la vie politique devient chaque fois plus difficile, en raison des conditions particulières de l'industrialisation dans la région. La diffusion rapide d'une technologie qui économise la main d'œuvre au sein d'un système économique caractérisé par des structures de production de type monopolistique accentue fortement les inégalités sociales, déforme encore plus les schémas de redistribution du revenu, provoque une tendance à la marginalisation économique de groupes sociaux toujours plus importants et finit par former un obstacle au processus même du développement. On assiste à la disparition progressive d'une identification possible des intérêts des différents groupes nés de l'industrialisation, identification qui était encore possible à la fin de la guerre, et l'on voit les relations de classe se scinder horizontalement: en haut, les anciennes et les nouvelles classes dominantes font alliance: la grande masse du peuple se retranche en bas.

La sociologie politique du développement a enregistré cette évolution

comme le montre le choix même de ses thèmes d'étude. Elle s'est d'abord intéressée à la croissance des classes moyennes, comme facteur significatif de l'identité d'intérêt des différents groupes compris dans le processus. A mesure que la marginalisation s'étend et atteint les classes moyennes elles-mêmes, la sociologie s'emploie à l'étude des forces dynamiques qui en constituent l'épine dorsale, les militaires, mais aussi les étudiants et les couches dirigeantes des différentes catégories sociales, ou les «élites». La sociologie politique du développement change aussi – dans son orientation pratique: en partant d'une préoccupation théorique générale, elle s'intéresse de plus en plus aux aspects techniques de la recherche jusqu'à en faire un instrument de contrôle social.

Il ressort de tout ce qui précède que les sociologues nord-américains ont joué tout au long de cette évolution un rôle important. Ce sont eux qui se sont occupés à l'origine du rôle des classes moyennes; C'est aussi à eux que revient le changement d'optique et la prise en considération de groupes sociaux déterminés, comme les militaires, et ensuite les «élites». Finalement les plans dits «Camelot» vont naître de leurs recherches et avec leur collaboration directe.

Cette polarisation de la sociologie politique sur les intérêts des groupes dominants et sur le problème de la stabilité sociale (ou du conflit, ce qui revient au même) n'est pas sans contrepartie dans la mesure où elle suscite des efforts pour formuler de manière systématique les intérêts des groupes exclus de la coalition dominante. Cela s'impose d'autant plus que, dans la pratique, la scission horizontale produit déjà des résultats en déchainant des mouvements de revendication toujours plus radicaux.

Conçue soit dans une approche réformiste, soit dans une approche révolutionnaire, la science sociale latino-américaine, éminemment critique, tout entière tournée vers la définition des moyens susceptibles de transformer les structures existantes, commence à vivre.

C'est ainsi qu'au moment où les conditions du développement d'une sociologie politique proprement nationale en Amérique Latine semblaient être réunies, ces mêmes conditions engendrèrent rapidement leur propre négation et conduisirent cette science, dès ses premiers pas, à une situation de crise. En effet, ce n'est que pour une courte période que l'industrialisation procura les prémisses d'un développement économique autonome latino-américain: subordonnée par la suite à l'extérieur par l'action des investissements étrangers et par la dépendance technologique, l'économie industrielle latino-américaine conduisit, non pas à la création de marchés intérieurs nationaux mais bien plutôt à l'internationalisation de ces marchés. Par ailleurs, les nouvelles classes issues de ce processus ne purent maintenir, sauf

pendant un délai très bref, un certain consensus pour ce qui est des objectifs généraux souhaitables et ne tardèrent pas à atteindre un point de rupture qui menace d'être radical et irréversible. Dans ce contexte les perspectives offertes à la sociologie politique en Amérique Latine sont aussi incertaines que les luttes auxquelles elle se réfère.

En fonction de ce que nous avons exposé auparavant, nous nous préoccupons surtout d'enregistrer les ouvrages publiés sur ce sujet dans la période d'après-guerre, indépendamment de la nationalité de leurs auteurs. Nous avons observé, pour ce qui est de la sélection, un double critère: inclure les ouvrages qui nous paraissent les plus représentatifs des tendances signalées ci-dessus, mais inclure aussi ceux qui, tout en n'étant pas représentatifs, procurent une information ou des indications utiles à ceux qui s'intéressent à l'étude des aspects politiques du développement latino-américain.